



**PRÉFET
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
Pôle Carrières et Déchets.
2 quai de Verdun
82000 Montauban

Montauban, le 19/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SEMATEC SAS

799 chemin des dolmens
82300 Monteils

Références : FT/S 2025-0357
Code AIOT : 0006801940

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/09/2025 dans l'établissement SEMATEC SAS implanté Saulou de Malpa 82000 Montauban. L'inspection a été annoncée le 13/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 09/09/2025 de l'établissement SEMATEC implanté au Lieu-dit "MALPA" sur les territoires de la commune de Montauban 82000, dans le cadre du Plan Pluriannuel d'Inspection 2025. La précédente inspection a été effectuée le 20 février 2020.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEMATEC SAS

- Saulou de Malpa 82000 Montauban
- Code AIOT : 0006801940
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SEMATEC, dont le siège social est situé au lieu-dit «Le Roc» à MONTEILS, est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de Montauban, aux lieux-dits "la Tour de Belot", "Malpas", "Terre Dieu", "Pebray", "Saulou de Malpas", "Jart et Malpac", "Champs", et "Champs de Monlau", une carrière de matériaux alluvionnaires.

L'autorisation actuelle délivrée le 30 décembre 2021 est valable jusqu'au 30 décembre 2051. La superficie totale de la carrière est d'environ 54.6 ha, et la superficie de la zone d'extraction est limitée à 34.4 ha. La production maximale autorisée annuellement est de 103 000 tonnes avec une cote minimale d'extraction à 75 mètres NGF.

L'exploitation des matériaux alluvionnaires se déroule à ciel ouvert. Les matériaux extraits sont destinés à être utilisés après transformation (criblage, concassage) dans l'Installation de Traitement (IT). Le remblaiement du site peut-être réalisé à partir de matériaux inertes en provenance de l'extérieur pour une quantité annuelle maximale de 45 234 m³ ou 72 374T.

Les activités du site sont couvertes par les rubriques 2510-1 sous régime de l'Autorisation (carrière), 2517-1 sous le régime de l'Enregistrement (transit de matériaux inertes), 2515-1.a sous le régime de l'Enregistrement (broyage de matériaux inertes), 2794-1 sous le régime de l'Enregistrement (broyage de déchets verts non dangereux) et 2710-2.c sous le régime de la Déclaration.

Le site est soumis à la mise en place de piézomètres pour le suivi des eaux souterraines.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Envol de poussières.	Arrêté Préfectoral du 30/12/2021, article 3.1.4.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
8	PLAN DES RÉSEAUX.	Arrêté Préfectoral du 30/12/2021, article 4.2.1.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
10	Suivi réseau Piézométrique	Arrêté Préfectoral du 30/12/2021, article 4.4.1.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
11	SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES.	Arrêté Préfectoral du 30/12/2021, article 4.4.2.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
14	Organisation des SECOURS.	Arrêté Préfectoral du 30/12/2021, article 7.7.1.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
15	2794_Moyens de lutte contre	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Art 9	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	l'incendie.			
16	Modalités Extraction.	Arrêté Préfectoral du 30/12/2021, article 8.1.7.3.	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	RÉCOLEMENT DES INSTALLATIONS	Arrêté Préfectoral du 30/12/2021, article 1.4.1.	Sans objet
2	CONSIGNES D'EXPLOITATION.	Arrêté Préfectoral du 30/12/2021, article 2.1.2.	Sans objet
3	PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE	Arrêté Préfectoral du 30/12/2021, article 3.1.1.	Sans objet
5	ÉMISSIONS ET ENVOLS DE POUSSIÈRES	Arrêté Préfectoral du 30/12/2021, article 3.1.5.	Sans objet
6	Bilan des résultats de mesures de retombées.	Arrêté Préfectoral du 30/12/2021, article 3.1.6.2.	Sans objet
7	ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU.	Arrêté Préfectoral du 30/12/2021, article 4.1.1.	Sans objet
9	QUALITÉ DES EFFLUENTS REJETÉS.	Arrêté Préfectoral du 30/12/2021, article 4.3.4.	Sans objet
12	CONTRÔLE DES ÉMISSIONS SONORES.	Arrêté Préfectoral du 30/12/2021, article 6.2.3.	Sans objet
13	PRÉVENTION DES POLLUTIONS	Arrêté Préfectoral du 30/12/2021, article 7.6.1.	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	ACCIDENTELLES		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection des Installations Classées (IIC) constate certaines non-conformités liées aux activités de la carrière. L'exploitant doit continuer sa politique d'amélioration continue de la gestion des impacts des émissions de poussières dans l'environnement notamment dans le nettoyage des véhicules sortants du site sur la voie publique.

De plus l'exploitant doit prendre rapidement les dispositions nécessaires pour assurer le suivi piézométrique des eaux souterraines, et identifier les différents bassins de décantation et rétention existants sur le périmètre du site.

Enfin l'exploitant doit mettre en œuvre les actions correctives nécessaires justifiant d'une réserve incendie d'un volume minimum de 120 m³, et transmettre toutes les informations utiles au Service Départemental d'Incendie et de Secours de Tarn et Garonne.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : RÉCOLEMENT DES INSTALLATIONS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2021, article 1.4.1.
Thème(s) : Situation administrative, Récolement aux prescriptions.
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un récolement sur le respect des prescriptions du présent arrêté est exécuté par l'exploitant ou un organisme compétent. Il doit prendre en compte les prescriptions générales applicables aux installations soumises à enregistrement ou déclaration visées à l'article 1.2.1 du présent arrêté. Ce contrôle, à la charge de l'exploitant et sous sa responsabilité, est réalisé dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en service de l'installation. Le rapport de ce contrôle est communiqué dès réception au préfet.</p> <p>Ce contrôle peut être renouvelé à la demande de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente le plan topographique de phasage en date de décembre 2024, comprenant les derniers relevés annuels. Le site est actuellement en fin de phase d'exploitation 1a, avec la remise à l'état initial selon l'avancée de l'exploitation et remodelage du lac présent sur la zone dans le cadre des mesures compensatoires (transformée en pépinière et refuge pour animaux). L'exploitant détaille le début de décapage des terres de découverte de la phase 2a hors bande des 10 m, zone située au Sud de l'emprise du site.</p> <p>Suite au courrier de Déclaration de début des travaux en date du 10 mars 2025, un rappel du mode opératoire du récolement aux prescriptions des Arrêtés Ministériels est fait en séance vis-à-vis du précédent rapport du BE SOE du 28/07/2022 envoyé à l'Inspection des Installations Classées dans le délais de six mois post réception de l'AP n°82-2021-12-30-00002. En effet ce récolement doit prendre en compte l'ensemble des prescriptions générales des Arrêtés</p>

Ministériels, applicables aux installations soumises à enregistrement ou déclaration visées par l'AP sus-nommé
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : CONSIGNES D'EXPLOITATION.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2021, article 2.1.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation.
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.</p> <p>La liste des consignes établie en application du présent article est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente le dossier des documents, des procédures et consignes générales relatives à l'exploitation (document en date du 05/06/2024), les consignes sont suffisantes pour définir les conditions d'exploitation et pourraient être améliorées en détaillant plus finement les process. L'exploitant précise que les Vérifications Générales Périodiques (VGP) sont accessibles ou que les Responsables Exploitation sont présents sur chaque site. Et propose de rajouter dans le Livret d'Accueil les informations utiles et coordonnées des référents de chaque service ou personnel ressource (Maintenance ...).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2021, article 3.1.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Brûlage EEE Armoisie.
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Le brûlage à l'air libre est interdit, hormis les plants d'Ambroisie.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans l'objectif de réduction de la pollution atmosphérique l'exploitant se doit d'interdire le brûlage à l'air libre sauf pour les Espèces Exotiques Envahissantes (EEE) dont un prestataire propose un suivi.</p> <p>L'exploitant précise que dans le cadre du suivi écologique du site le BE CERMECO réalise celui-ci, et surveille l'ensemble des sites actuellement sur Montauban. Il est présenté le rapport SE3421 de Juillet 2024, où en page 18 sont présentés une liste d'EEE observées sur site dont l'Ambroisie ne fait pas partie. La non-observation sur site est confirmée par l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Envols de poussières.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2021, article 3.1.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Empoussièrement VOIES DE CIRCULATION
Prescription contrôlée : [...] - des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant, - les pistes principales d'exploitation sont équipées d'un système fixe d'arrosage type sprinkler et d'installations de brumisation, - la vitesse des engins sur les pistes non revêtues est adaptée; - la vitesse de circulation des engins et camions est limitée à 30 km/h sur la carrière et les pistes , des panneaux de limitation de vitesse sont positionnées sur le site et cette restriction est précisée dans les consignes à destination des travailleurs y compris pour les entreprises extérieures, - les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,[...]
Constats : Lors de la visite du site il est constaté la présence d'écrans de végétation naturelle. L'exploitation précise que le site bénéficie de systèmes d'arrosage sur le site d'exploitation de production, de stockage et de traitement mais aucun système n'est mis en place sur les pistes utilisées. Il justifie cela par le fait qu'il n'y a pas d'accès directement des engins à la voirie publique et par l'obligation de passer par le dépôt et les dispositifs de nettoyage de roues. Ce qui n'empêche pas l'envol de poussières sur les pistes. L'exploitant précise que l'amélioration des dispositifs visant à la réduction des poussières du site est en cours (poste de brumisation, caniveau). Il est précisé que le site bénéficie de trois panneaux limitant la vitesse à 20 km/h, présence vérifiée lors de la visite du site. Il est constaté la présence d'un laveur de roues sur site sur le plateau d'exploitation avec l'ajout d'un nouveau dispositif (grille + caniveau) en cours d'évaluation d'efficacité. Est présenté le bon de passage de "BOVO et fils" de la balayeuse sur la voie publique en date du 11/04/2025, le dernier passage en date du 08/09/25 (BOUFFIES).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de proposer toutes améliorations susceptibles de réduire les émissions et envols de poussières, en plus d'autres actions en cours dont le nettoyage de la voie publique. L'amélioration sur ce point sensible, doit être continue.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : ÉMISSIONS ET ENVOLS DE POUSSIÈRES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2021, article 3.1.5.
Thème(s) : Risques chroniques, Notice Mesures contre empoussièrement.
Prescription contrôlée :

[...] L'exploitant récapitule dans une notice les mesures mises en œuvre pour réduire l'impact des émissions et envols de poussières sur l'environnement.
Constats : Le jour de l'Inspection, l'exploitant présente la version en cours de rédaction (pour le site de LUGAN) de la fiche/notice contenant certaines informations de réductions mises en place (adaptation de la production en fonction de la vitesse du vent, ...)
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant la transmission à l'IIC dès finalisation de cette notice et avant mise en place sur l'ensemble des sites de l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Bilan des résultats de mesures de retombées.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2021, article 3.1.6.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan des mesures des retombées.
Prescription contrôlée : L'exploitant adresse tous les ans, à l'inspection des installations classées, un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires qui tiennent notamment compte des conditions météorologiques, des évolutions significatives des valeurs mesurées et des niveaux de production. La fréquence des mesures de retombées de poussières est au minimum trimestrielle. L'objectif à atteindre est de 500 mg/m ³ /jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type « b » du plan de surveillance, Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue pour les jauges de type (b), la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle. Par la suite, si Un résultat excède la valeur prévue (500 mg/m ³ /jour) et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.
Constats : L'exploitant présente le premier bilan des mesures de retombées de poussières réalisées avec des jauges OWEN (observées sur site), en date du 24/06/25 avec des résultats conformes (station météo de référence de Montauban), avec des relevés effectués sur la période du 01 avril au 30 avril. Il est précisé l'absence de la part de l'exploitant de la transmission du bilan environnemental 2024. Le bilan annuel 2024 de détermination des retombées atmosphériques totales (Granulab) est présenté (en date du 21/01/2025) version 01. Ce suivi annuel répond aux prescriptions de l'AP sus-nommé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2021, article 4.1.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Approvisionnement en eau.
Prescription contrôlée : [...] Le pompage doit être muni d'un dispositif de mesure totalisateur de type volumétrique. [...]
Constats : L'exploitant présente les Relevés 2024 (synthèse 2025 pas encore réalisée). <u>Plan de gestion des eaux :</u> L'exploitant indique disposer de 3 bassins étanchés pour l'alimentation de l'installation de traitement des matériaux, et précise qu'il a la volonté de fonctionner en circuit fermé. L'eau de process est récupérée, défloculée puis dirigée vers deux bassins de décantation successifs. Le prélèvement en milieu naturel se fait au niveau du lac n°4, uniquement dans l'optique de réduction de consommation d'eau et en circuit fermé. Le tableau de 2024 présente une consommation de prélèvement en eau inférieure au 4000 m ³ autorisés (~415 m3 sur les relevés 2024). Lors de la visite du site est constatée la présence d'un dispositif de mesure totalisateur de type volumétrique entre le plan d'eau n°1 et 4.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : PLAN DES RÉSEAUX.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2021, article 4.2.1.
Thème(s) : Situation administrative, Plan de circulations des eaux.
Prescription contrôlée : Un plan de circulation des eaux de ruissellement est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le plan doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none">- les secteurs collectés et les réseaux associés;- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...);- les ouvrages dépuración interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : L'exploitant explique qu'il n'y a pas de secteurs spécifiquement collectés sur la zone, car le site est topographiquement plat, donc pas de nécessité selon ses dires. L'exploitant affirme qu'il n'y a pas eu d'incidents/accidents déclarés sur la phase exploitée depuis MARS 2025. Il n'existe pas de plans de circulation des eaux de ruissellement du site global, mais il précise que sur le site des Installations de Traitement (IT) existe un plan des ouvrages internes (plans d'eau étanchés) de décantation successive des eaux de process et de ruissellement par gravité. Il s'agit des plans d'eau référencés en séance comme les n°1, 2, 3 et 4.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'inspection demande à l'exploitant de réaliser les plans des eaux de ruissellement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : QUALITÉ DES EFFLUENTS REJETÉS.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2021, article 4.3.4.
Thème(s) : Risques accidentels, Points de rejets dans le milieu Naturel.
Prescription contrôlée : [...] Les eaux canalisées seront rejetées dans le milieu en des points fixes qui sont clairement identifiés et repérés sur le plan prévu à l'article 4.2.1.
Constats : L'exploitant précise: <ol style="list-style-type: none"> 1. Que le site ne possède pas de rejets en milieu naturel à proprement parlé (eau de process en circuit fermé), car pas d'émissaires de rejets hormis le ruissellement des eaux sur les voies de circulation. 2. Les mesures se font sur deux points de prélèvements: dernières analyses prélevées le 04/04/2025 au Bassin de pompage et plan d'eau de remblayage (contact milieu naturel). Les résultats d'analyse en date 19/05/25 donnent des résultats conformes et acceptés comme tel.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Suivi réseau Piézométrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2021, article 4.4.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi qualité des eaux souterraines.
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un réseau de suivi de la quantité et qualité des eaux souterraines. Ce réseau est constitué des 10 points de surveillance: [...] La localisation et description de ces ouvrages font alors l'objet d'une note spécifique qui sera réalisée lors du récolement aux prescriptions de l'arrêté préfectoral (dans les 6 mois suivant la mise en exploitation de l'extension).
Constats : Il est constaté la présence réelle de 12 points de mesures de suivi piézométrique. La notice qui était un projet de Mars 2021 (prestataire SOE) ne correspond pas à la réalité de l'existant sur site. L'exploitant détaille la réalisation d'une action d'évaluation de l'état zéro de la part du BE d'ETEN

sur le Diagnostic des Piézomètres (réalisé le 26/08/25). Document présenté en séance datant d'Aout 2025 et dont la transmission est demandée à l'exploitant pour étude.
L'exploitant précise la prochaine prestation de LAB eau le 19/09/2025 sur site pour le relevé mensuel des hauteurs d'eau. L'IIC informe l'exploitant de sa possible présence sur site et à cet effet demande à en être informée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans l'objectif d'avoir une idée précise et pertinente des moyens de suivi du réseau piézométrique du site de Montauban il est demandé la réalisation au plus vite de la note spécifique sur la localisation et description des ouvrages qui sera réalisée lors du récolement aux prescriptions de l'arrêté préfectoral.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2021, article 4.4.2.

Thème(s) : Risques chroniques, Analyses eaux souterraines.

Prescription contrôlée :

Tableau (Hauteur d'eau: fréquence Mensuelle) [...] Si l'anomalie persiste pendant plus de trois mois, l'apport des déchets inertes est suspendu et des analyses complémentaires sont réalisées, en particulier sur les métaux lourds (Cd, Cr, Cu, As, Hg, Pb, Zn, Ni).

Constats :

Il est constaté que l'exploitant ne saisit pas les dernières mesures réalisées sur 2025 sur GIDAF.
L'exploitant précise que les mesures de MES lui semblent anormales et de manière répétée. Il s'interroge sur la pertinence du réseau actuel de piézomètre et a prévu la venue sur site du prestataire SOGAMA pour purge et refaction des piézomètres.
En fonction des résultats de l'action corrective en place, un repérage et un nettoyage des puits seront réalisés et de nouvelles mesures seront réalisées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande la transmission de l'ensemble des mesures de surveillance des eaux souterraines.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : CONTRÔLE DES ÉMISSIONS SONORES.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2021, article 6.2.3.

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de Bruits et Vibrations.

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un contrôle des niveaux sonores est effectué aux frais de l'exploitant par un organisme compétent dès la mise en service de l'exploitation, puis tous les ans. [...] La localisation des points de contrôle doit correspondre aux plans et indications prévus dans le dossier de demande d'autorisation.</p> <p>Toute modification doit préalablement être soumise à l'avis de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté les rapports (GRANULAB) de suivis des campagnes de mesures de 2023 (rapport du 25/11/2023) et sur 2024 (datant du 17/12/2024). Il est rappelé que les résultats de ces contrôles assortis des commentaires éventuels doivent être transmis à l'IIC.</p> <p>Les résultats présentés sont conformes à la réglementation.</p> <p>Pour information l'exploitant peut solliciter la modification de la fréquence de contrôle de 1 à 3 ans, effective après validation de l'IIC.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2021, article 7.6.1.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Consignes écrites contrôle étanchéité.</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.</p> <p>Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant précise, en dehors des bassins de décantation étanchés, l'absence de stockage ou de dispositifs de rétention sur l'aire concernée par l'AP en cours. Les rétentions sont rassemblées sur la zone d'atelier et bâtiment techniques situés en dehors du périmètre concerné. Absence de rétentions constatée lors de la visite de l'Installation de Traitement.</p> <p>Il n'y a donc pas lieu de rédaction de notice spécifique sur l'emprise concernée mais sur les autres activités de l'exploitant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Organisation des SECOURS.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2021, article 7.7.1.</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Moyens de Lutte contre l'Incendie.</p>

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - mise à disposition d'une plate-forme de mise en station des engins de lutte contre l'incendie de 32 m² (8 x 4 m), cette plate-forme est signalée; - le volume du plan d'eau est de 120 m³ au minimum; - la hauteur d'aspiration ne peut pas dépasser 6 mètres et la plateforme d'aspiration doit permettre une aspiration avec une longueur de 8 mètres de tuyaux maximum; - la plate-forme est protégée sur la périphérie au moyen d'une clôture afin d'éviter les chutes de hauteur et les risques de noyade; - la plate-forme est répertoriée sur le plan d'accueil du site; [...]
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique la mise à disposition à côté de l'IT d'une plate-forme de mise en station des engins de lutte contre l'incendie de 32 m² (8 x 4 m), récemment aménagée (enrochement) à proximité du bassin d'eau n°1.</p> <p>Cette plate-forme est signalée par une panneautique dédiée mais reste ouverte à la circulation d'engins car sur voie de circulation. Elle est interdite au stationnement de véhicules autres que ceux du SDIS. Il reste à l'exploitant de valider le volume minimal de la réserve d'eau de 120m³ disponible, de la répertorier sur le plan d'accueil du site et de transmettre les informations utiles au SDIS 82.</p> <p>Pour mémoire la plate forme doit être conforme aux fiches techniques - DECI n° 6.2.1 et 6.3.1.2 disponible sur le site internet du SDIS-82 à cette adresse : https://www.sdis82.fr/documentation-simplifiee-ressources-dupliquer-1507/</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé l'exploitant de justifier du volume minimal de 120m³ du bassin n°1, de répertorier la plateforme sur le plan d'accueil du site et de transmettre les informations utiles au SDIS 82.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 15 : 2794_Moyens de lutte contre l'incendie.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Art 9</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Réserve d'eau, 120m³.</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p>

1. D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
2. De plans des bâtiments et aires de gestion des déchets ou matières dangereuses facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ;
3. D'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que :
 - des bouches d'incendie, poteaux, ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;
 - des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours.

Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. **Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m³/h durant deux heures.** Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ;

4. D'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les déchets et matières dangereuses présents dans l'installation. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.

Constats :

L'exploitant précise la présence d'extincteurs sur l'IT dont la dernière vérification en date du 01/09/2025 par le prestataire ANFOSSO est constatée sur site par sondage aléatoire sur le contrôle d'extincteurs.

Il est constaté l'absence de prises de raccordement à la réserve incendie (bassin n°1) permettant aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ce point d'eau incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de justifier de la présence de prises de raccordement permettant aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. Celles-ci sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m³/h durant deux heures.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 16 : Modalités Extraction.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2021, article 8.1.7.3.

Thème(s) : Risques chroniques, Caractéristiques EXTRACTION.
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Caractéristiques principales:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Substances pour lesquelles l'autorisation est accordée : sables et graviers alluvionnaires ; - Cotes de fond de fouille fixées à 75 m NGF ; - Distance entre les bords d'une piste et le talus qu'elle domine supérieure à 2 m. Si cette distance est inférieure à 5 m la piste sera bordée par un dispositif difficilement franchissable ; <p>Un retrait:</p> <ul style="list-style-type: none"> • périphérique de 10 m sur les limites du périmètre exploitable ; • de 10 m de part et d'autre du ruisseau de Terre-Dieu (04941030) bordant ou traversant le projet; • de 10 m des pylônes électriques. Les stocks ne doivent pas se faire sous les lignes électriques. Les parties supérieures des engins ne devront pas évoluer à moins de 5 m des câbles. • de 6 m de part et d'autre du réseau d'irrigation recoupant le projet ; • destiné à maintenir l'extraction à 30 m (habitations de Malpas) ou 40 m (habitations de Terre-Dieu) par rapport aux habitations les plus proches (afin de respecter les émergences sonores): <p>- Vitesse limitée à 30 km/h sur tout le site de la carrière. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite terrain de la parcelle au Sud de l'emprise, début de la phase 2a l'inspection constate la présence des bandes périphériques de 10 m sur les limites du périmètre exploitable, ainsi que la mise en place de clôture (deux fils barbelés) et des panneaux d'interdiction. Sur la phase 1a en cours de remise en état (mesures compensatoires), l'inspection constate l'absence de panneaux sur la clôture extérieure au droit du chantier actuel de création du plan d'eau (risque de noyade).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit maintenir une clôture efficace et une panneautique précisant les risques idoines</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois